

## Questions orales

● (1450)

## LE POSTE D'ADMINISTRATEUR DU CP

**L'hon. Don Mazankowski (Végréville):** Monsieur le Président, je voudrais demander au premier ministre comment les agriculteurs canadiens peuvent mettre quelque espoir et confiance dans cette administration alors que le ministre des Transports est si intimement lié à l'un des candidats à l'investiture libérale, M. Turner, lequel siège au sein du conseil d'administration de CPR? La situation se complique encore du fait que l'ancien président de CPR a été nommé sénateur et que l'ancien président du CN est devenu administrateur de l'Office du transport du grain. Comment les agriculteurs peuvent-ils s'attendre que ce régime les traite avec justice?

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le Président, libre au député de faire ce que je m'interdis moi-même, c'est-à-dire de prendre parti pour ou contre un candidat à l'investiture libérale. A ce que je sache, il n'est pas délégué. Sa harangue envers nous était, si je ne m'abuse, une façon détournée d'exprimer son appui au ministre de l'Agriculture, qui ne manquera pas de s'en féliciter.

\* \* \*

## LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

## L'APPLICATION DES RÈGLEMENTS—LA DÉCLARATION DU MINISTRE

**M. Bill Domm (Peterborough):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question à madame le ministre de la Consommation et des Corporations. On lui a demandé le 2 novembre si elle appliquerait les règlements métriques après que le juge William Ross eut dit qu'il était légal d'employer les unités de mesure impériales. Voici ce que le ministre de la Consommation et des Corporations a répondu:

... la légalité prévaut et nous ne pourrions appliquer aucun de ces règlements en Ontario.

Elle a ensuite rectifié en disant que ce serait dans tout le Canada.

Comment madame le ministre propose-t-elle maintenant de faire fi de la loi et comment a-t-elle pu dire, d'après son tout dernier communiqué, qu'elle allait adopter en juillet, après l'ajournement de juin du Parlement, un décret qui rendrait obligatoire l'usage des balances métriques?

**L'hon. Judy Erola (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le Président, le député invente des déclarations qui ne se trouvent pas dans le communiqué. Je lui recommande d'acheter une nouvelle paire de lunettes et de relire le communiqué. Celui-ci dit très clairement que nous avons fait paraître un avis dans *La Gazette* pour annoncer notre intention de réglementer la publicité en unités de mesure métriques et impériales, comme une loi du Parlement nous en donne le droit. Nous prolongeons l'application de règlements qui devaient être en vigueur jusqu'à la fin de l'année, à cause des nombreuses demandes faites par des organismes comme l'Association des consommateurs du Canada et le Retail Council. En fait, à l'occasion d'une tribune sur le système métrique,

242 organismes affiliés ont demandé de faire entrer en vigueur des règlements qui exigeraient de faire la publicité dans les deux unités de mesures; cela s'applique uniquement à la publicité. Il n'est pas question de l'usage de la balance métrique.

**M. Domm:** Monsieur le Président, le ministre de la Consommation et des Corporations arriverait peut-être à convaincre certains des dinosaures du cabinet libéral, qui ont une cervelle d'oiseau, qu'il ne s'agit pas d'un nouveau décret du conseil, mais je lui conseille de lire son propre communiqué selon lequel les règlements paraîtront sous peu dans la *Gazette du Canada* et doivent entrer en vigueur au début de juillet. Je recommande au ministre de faire attention à ses propres communiqués.

## LE SALAIRE DES CADRES DE LA COMMISSION PRÉPARATOIRE À LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

**M. Bill Domm (Peterborough):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de la Consommation et des Corporations. En vertu de la loi sur l'accès à l'information, j'ai obtenu un document du ministère de la Consommation et des Corporations signalant que l'on consacrerait \$270,000 à la rémunération des cadres de la Commission préparatoire à la conversion au système métrique en 1984-1985, ce qui représente une diminution de moins d'une demi-année-personne. Durant l'année de la suppression progressive de cette commission, la rémunération coûtera au total plus de 1.663 million. Madame le ministre ferait mieux de répondre franchement aux Canadiens. Va-t-elle supprimer progressivement la Commission préparatoire à la conversion au système métrique et va-t-elle adopter des décrets allant à l'encontre de la décision des juges des tribunaux de l'Ontario?

**L'hon. Judy Erola (ministre de la Consommation et des Corporations):** Oui, monsieur le Président, nous allons supprimer progressivement la Commission préparatoire à la conversion au système métrique, comme prévu depuis un certain temps, pour la bonne raison que le travail est terminé. La conversion au système métrique est presque complète au Canada.

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Erola:** Et la tribune sur le système métrique, où le député a été invité et à laquelle j'ai participé, montre que la majorité de la population est en faveur du système métrique, que les enfants le connaissent maintenant très bien. Seuls les dinosaures assis de l'autre côté de la Chambre n'arrivent pas encore à compter.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

## LE COMMERCE INTERNATIONAL

## LES IMPORTATIONS DE BŒUF DU MARCHÉ COMMUN

**M. Bert Hargrave (Medicine Hat):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce international. Je pense qu'il est derrière le rideau.

**M. Darling:** Il se cache.